

Parmi les mesures qui peuvent être employées, les experts signalent l'extension des facilités de crédit, l'abaissement du taux d'intérêt, l'adoption d'une politique fiscale appropriée, la poursuite, sous les auspices de l'État, de recherches de caractère industriel et le lancement de nouvelles industries et de nouveaux produits.

C'étaient les libéraux de 1950 qui émettaient ce communiqué en vue de résoudre les problèmes du chômage.

On y lit plus loin:

Dans certaines circonstances, l'État peut également estimer nécessaire de consacrer des investissements à l'acquisition de stocks excédentaires de marchandises qui tendent à exercer une influence nuisible sur la stabilité du marché. Lorsque le niveau de la demande globale baisse, l'État peut chercher par divers moyens à accroître les dépenses de consommation personnelles.

Et là, entre parenthèses, monsieur l'Orateur, on signale par quel moyen.

C'étaient les libéraux qui, à cette époque, préconisaient ces solutions. Ils semblaient connaître d'autres solutions que celle de la taxation. Ils disaient:

...réduction des impôts mobiliers, relèvement des prestations de services sociaux, primes de consommation, réduction d'impôts sur les marchandises, etc.

A cette époque, les libéraux connaissaient d'autres formules. Pour quelle raison ne les expérimente-t-on pas en 1963? Actuellement, nous sommes aux prises avec ce problème de chômage dans les zones de marasme économique. Dans tout le pays, et dans le Québec en particulier, il y a des zones de marasme économique. Le problème devient tragique. Dans la seule province de Québec, on compte 40 p. 100 des zones de marasme du pays, au point de vue chômage. Je suis d'avis que la situation devient tragique. C'est pourquoi il est de toute urgence de trouver d'autres solutions que celles qui ont été utilisées jusqu'à maintenant.

Puisqu'on s'efforce dans les rangs des libéraux, à l'heure actuelle, de résoudre le problème, pourquoi n'utilise-t-on pas ces suggestions au lieu d'être encore à la merci des capitaux étrangers, alors qu'on pourrait si facilement utiliser d'autres formules. D'ailleurs, j'aurai l'occasion de citer d'autres déclarations faites par les libéraux—lesquelles feront réfléchir certains de mes amis d'en face—au sujet de la question de l'appareil monétaire.

Les libéraux, d'après leur programme, devaient améliorer l'appareil financier,—on s'en souvient, on en a assez entendu parler lors de la dernière campagne électorale.

Vous voulez des solutions? Les créditistes en ont mis à votre portée; c'est d'abord l'encouragement à la consommation. Bâter des usines quand celles qui existent déjà ne peuvent être exploitées convenablement en employant régulièrement de la main-d'œuvre, et ce,

même en organisant des semaines de travail réduites parce que nous avons un excédent de marchandises qui demeurent invendus. Et cela n'indique certes pas que tous les besoins des consommateurs canadiens sont satisfaits.

Il est prouvé que, dans les zones de marasme économique, aujourd'hui, celui qui bénéficie des services sociaux ou des bénéfices de prestations d'assurance-chômage ne peut certainement se payer les choses d'utilité courante pour lui et sa famille.

Alors, il y a donc surproduction dans certains domaines, oui, mais elle est surtout due à une sous-consommation.

C'est pourquoi, et j'en suis convaincu, les suggestions offertes par les créditistes en cette enceinte devraient être étudiées avec beaucoup plus de soin qu'elles ne le sont présentement.

Ainsi, je suis d'avis que les exemptions d'impôt sur le revenu pourraient être plutôt dirigées en faveur des consommateurs.

Le président des États-Unis ne déclarait-il pas, il y a à peine trois mois, qu'il envisageait la nécessité d'encourager la consommation afin de relancer certaines industries de consommation aux États-Unis, et ce en amoindrissant le fardeau des impôts, lequel écrase les gagnepetit. Il doit y avoir eu des experts aux États-Unis pour conseiller le président de ce pays de cette façon.

C'est la formule la plus appropriée en vue d'encourager la consommation. Surtout, il faudrait encourager l'établissement de nouvelles industries en plus de celles qui existent déjà, et ce particulièrement chez nous, ce qui résoudra d'autant le problème du chômage au pays.

Les libéraux en savent quelque chose. J'ai ici, en main, leur programme sur le plein emploi, lequel a été distribué à profusion dans toute la province. Voici ce qu'on y trouve au sujet du problème du chômage et de la finance dans notre pays:

Les impôts seront remaniés en vue d'encourager l'entreprise et d'éliminer les obstacles à l'expansion des affaires.

L'appareil financier du pays sera amélioré afin d'assurer plus de capitaux à l'expansion de l'industrie.

Faciliter le fonctionnement de l'appareil financier du pays de façon à faciliter et assurer plus de capitaux à l'expansion de l'industrie! Pourquoi n'utilise-t-on pas une institution qui appartient au peuple canadien, soit la Banque du Canada, pour y trouver les capitaux d'investissement nécessaires à l'exploitation des richesses de notre pays?

On dit également dans ce programme du parti libéral:

Un gouvernement libéral prendra résolument à son compte la direction politique de la monnaie et du crédit et les fera travailler à la croissance économique tout en assurant la stabilité des prix.